

Avec le soutien de l'OIF



# Vers un Monde Nouveau

Mélanges, textes et documents  
offerts au Professeur Edmond JOUVE

Tome 1<sup>er</sup>



*Préface du Chancelier Pierre Messmer (†)  
Avant-propos du Secrétaire général de la Francophonie Abdou Diouf*



**BRUYLANT**

2 0 1 0

## LA CHINE, LE JAPON ET L'AFRIQUE ENTRE CONVERGENCE ET SPÉCIFICITÉ

PAR

MARC AICARDI DE SAINT-PAUL<sup>1</sup>

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES D'OUTRE-MER  
CONSUL DU BURKINA FASO À NICE

Depuis des millénaires, Chinois et Japonais entretiennent des liens avec l'Afrique, que ni la proximité géographique, ni une communauté de langue et de culture ne peuvent expliquer.

Si les premiers contacts entre Asiatiques et Africains semblent remonter au X<sup>e</sup> siècle avant notre ère<sup>2</sup>, avec le commerce sino-égyptien, ce sont les expéditions maritimes arabes et européennes qui vont donner un essor à ces échanges intercontinentaux. En effet, les marchands arabes et portugais acheminèrent un grand nombre d'esclaves noirs dans l'Empire du Milieu entre le IV<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècles. Les navigateurs lusitaniens établirent même un centre de distribution d'esclaves à Canton aux alentours de l'an 300. À la faveur de ces expéditions maritimes, l'Islam commença à se répandre en Chine au VII<sup>e</sup> siècle, sous la dynastie Sui. Bien plus tard, dans la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, de nombreux esclaves présents au Japon s'établirent à Nagasaki.

La rencontre initiale des Japonais et des Africains est plus récente, puisqu'elle date de la fin de la période Ashikaga (1335-1573)<sup>3</sup>. À cette époque-là, la soif d'épices, de soie, de sucre, d'esclaves et d'âmes à convertir avait conduit les Portugais en Extrême Orient; c'est là qu'ils côtoyèrent les aventuriers nippons qui sévissaient dans la région. Goa fut d'ailleurs le lieu où se rencontrèrent pour la première fois Japonais et esclaves noirs, vers 1510.

1. Auteur de: *Le Japon et l'Afrique: genèse d'une relation atypique*, CHEAM, la Documentation française, Paris, 1999.

2. « Sino-African Cooperation to Rise to New High », *Quotidien du peuple*, Pékin, 10/3/2000.

3. Aicardi de Saint-Paul (M.), *Le Japon et l'Afrique: genèse d'une relation atypique*, CHEAM, La Documentation française, 1999., pp. 13-15.

Pendant la période Azuchi-Momoyama (1573-1673), les Japonais prirent l'habitude de voir les Portugais accompagnés de gardes du corps et de serviteurs noirs. Ceux-ci suscitaient d'ailleurs leur curiosité et leur admiration. Mais, vers la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, les Japonais manifestèrent leur hostilité envers l'esclavage et dans les premières décennies de l'ère Edo ou Tokugawa (1603-1867), le pays se ferma progressivement aux influences étrangères. Toutefois, des liens continuèrent à se tisser avec les esclaves noirs présents dans l'archipel.

Les expéditions maritimes chinoises sur la côte orientale de l'Afrique durant la dynastie Ming (1368-1644) précédèrent de près de deux siècles celles des navigateurs nippons. En plus de la participation de la Chine aux grands circuits commerciaux, une émigration d'agriculteurs et de manoeuvres se fit vers l'océan indien. C'est dans cette vague d'émigration que s'inscrit le recrutement de très nombreux « coolies » occupés au percement du canal de Suez dès 1865.

Il fallut attendre 1586 pour que de jeunes nobles de Kyushu, invités à Rome par des jésuites italiens, mirent pied pour la première fois en Afrique, à l'occasion de leur long périple vers l'Europe. Leur escale mozambicaine dura six mois. Mais c'est surtout la colonie du Cap qui tissa les premiers liens durables entre le Japon et l'Afrique : Jan Van Riebeck, considéré comme l'un des fondateurs de l'Afrique du Sud, était basé à Nagasaki, avant de s'établir au Cap de Bonne Espérance en 1652. Deux siècles plus tard, à la faveur de l'ère Meiji en 1868, le continent africain allait passer du stade d'escale obligée à celui de destination à part entière.

L'époque coloniale ralentit considérablement les contacts entre les deux puissances asiatiques et le continent noir, ce qui ne veut pas dire que l'Afrique fût complètement absente des préoccupations des Chinois et des Japonais. Si la guerre froide contribua à instaurer une approche manichéenne de l'Afrique divisée entre pro-marxistes et pro-capitalistes, la chute du mur de Berlin révéla les ambitions planétaires des deux géants asiatiques. Pendant ces deux périodes (guerre froide et après guerre froide), les relations nouées par la Chine et le Japon avec l'Afrique évolueront au gré de la conjoncture internationale et de leurs intérêts stratégiques et diplomatiques.

### I. — DE LA COLONISATION À LA GUERRE FROIDE ENTRE DÉSINTÉRÊT ET IMPLICATION

Du Congrès de Berlin en 1885, jusqu'à la division du monde en deux blocs, la Chine, affaiblie sera quasiment absente de la scène africaine, comme de la plupart des autres continents. Par contre, le Japon y

sera assez actif au plan économique et commercial, tout en demeurant assez effacé dans la sphère politique et diplomatique. Il eut pourtant des velléités de réclamer le mandat C de la SDN sur l'ancien Sud-Ouest africain allemand. Surtout soucieux de s'assurer une source de matières premières à bon compte, et de trouver de nouveaux débouchés pour ses produits d'exportation, le Japon se fraya un chemin en Afrique, dans le sillage des colonisateurs. C'est ainsi qu'ils profitèrent des traités relatifs au bassin du Congo (Article III du traité de Berlin de 1885) et de la Convention de Saint-Germain en Laye de 1919, qui fut ratifiée par le Japon. Mais c'est surtout avec l'Afrique du Sud que les relations bilatérales furent les plus fructueuses. Dès 1908, les Japonais faisaient escales au Cap, alors qu'ils étaient en route vers l'Amérique du Sud. D'ailleurs, avant que la colonie du Cap ne devienne Union sud-africaine, un consul honoraire, Julius Jeppe, y représentait le Japon. Et dès 1930, les Japonais jouissaient d'un statut particulier, puisqu'ils étaient considérés comme des « Blancs d'honneur », statut dérogeant au *Union Immigration Act* de 1913. Une légation nipponne fut enfin ouverte à Prétoria le 25 octobre 1937<sup>4</sup>. Toutefois, la déclaration de guerre de l'Afrique du Sud à l'Empire du Soleil levant le 8 décembre 1941, mit un terme provisoire aux excellentes relations bilatérales.

Au plan économique, les échanges entre l'archipel et le continent noir ont fluctué pendant toute la période coloniale. Si, au début du XX<sup>e</sup> siècle, le secteur textile dominait le commerce bilatéral, on assistera à une diversification tant des partenaires que des produits : la part de l'Afrique de l'Est (avec le coton) et de l'Afrique du Sud (avec la laine), augmenta considérablement<sup>5</sup>.

#### – Une approche manichéenne

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, le monde avait changé d'une façon drastique. Les puissances coloniales en étaient sorties exsangues, de nouveaux modèles de société comme le communisme se déclinaient désormais dans leur version soviétique et maoïste, et le Tiers Monde s'interrogeait sur la pérennité du système qui les maintenait sous tutelle. La division de la planète en deux camps radicalement opposés idéologiquement allait avoir des effets décisifs sur le devenir de l'Afrique. La Chine<sup>6</sup> et le Japon adhérant à des idéologies antagonistes, eurent vis-à-vis du continent noir une approche différente ; et ce d'autant plus que

4. Aicardi de Saint-Paul (Marc), *op. cit.*, p. 20.

5. Aicardi de Saint-Paul (Marc), *op. cit.*, pp. 27-28.

6. Il s'agira toujours de la République populaire de Chine, sauf lorsqu'il est fait référence à la République de Chine (ROC) de Taïwan.

le premier se situait dans le camp des vainqueurs, le second dans celui des vaincus.

L'arrivée au pouvoir de Mao Tse Tung, animé par une foi messianique inébranlable, contribua rapidement à donner de la Chine une image qui faisait désormais sens pour le Tiers Monde. La première manifestation de ce regain d'intérêt chinois pour les pays alors qualifiés de « sous-développés » fut la conférence de Bandung (18-24 avril 1955). Dans son intervention, le Premier ministre Chou En Lai se fit le défenseur des peuples nord-africains en lutte contre le colonialisme français, saisit l'occasion pour condamner l'*apartheid* en Afrique du Sud et loua l'Égypte pour son combat pour la restauration de sa souveraineté sur le canal de Suez<sup>7</sup>. Les Chinois établissaient d'ailleurs un parallèle entre les privilèges consentis à la Compagnie du canal et les *traités inégaux* qui avaient amoindri l'*Empire du milieu*.

La crise algérienne donna à la Chine une seconde occasion de revendiquer le rôle de leader du Tiers Monde. Les visites de représentants du FLN en Chine se multiplièrent et Mao Tse Tung reconnut le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne), alors que les Soviétiques, plus prudents, adoptaient comme les Occidentaux, une attitude de plus grande neutralité envers le « gouvernement » de Ferhat Abbas.

La rivalité sino-soviétique des années 1960 contribua à brouiller la perception qu'avaient les Africains de la Chine. Dans la plupart des cas, ils essayèrent de ne pas prendre partie pour l'un ou l'autre des pays « frères », dans la mesure où les plus progressistes d'entre eux comptaient sur l'aide conjointe de l'URSS et de la Chine de Pékin. Ce désir de demeurer étranger aux querelles de famille entre les deux puissances communistes se manifesta très clairement dans les réunions organisées d'un côté, par les non-alignés favorables à Moscou et, de l'autre, par les Afro-asiatiques appuyés par Pékin. C'est dans cette atmosphère d'affrontement fratricide entre communistes que s'inscrivit le voyage africain effectué par le Premier ministre Chou En Lai du 14 décembre 1963 au 4 février 1964<sup>8</sup>.

Une fois l'épisode de la Révolution culturelle passé, la Chine de Pékin succéda à Taïwan en tant que membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Jouissant dès lors d'un prestige international accru, elle replaça l'Afrique au centre de sa stratégie planétaire et se livra à une surenchère dans l'aide qu'elle accorda aux mouvements anti-colonialistes, notam-

7. *China and the Asian-African Conference*, Foreign Languages Press (1955), pp. 14-15.

8. Aicardi de Saint-Paul (Marc), « La Chine et l'Afrique : entre engagement et désintérêt » *Géopolitique africaine*, n° 14, avril 2004, pp. 55-57.

ment aux guérillas anti-portugaises en Angola et au Mozambique. Si elle aida directement le MPLA à ses débuts, et indirectement à partir de son rapprochement avec les Soviétiques, la Chine favorisa ouvertement le FNLA pro-occidental et l'UNITA dont le *leader* Jonas Savimbi fit sien le principe maoïste d'autosuffisance en matière de lutte armée. Globalement, la politique chinoise à l'égard des mouvements de libération angolais se solda par un échec, puisque c'est le MPLA pro-soviétique qui déclara l'indépendance en novembre 1975. Quant aux deux mouvements nationalistes mozambicains, le FRELIMO et le COREMO, ils bénéficièrent des largesses de Pékin, mais une fois l'indépendance du Mozambique obtenue, le FRELIMO se rangea dans le camp de Moscou. Le rôle du Japon en Afrique évolua quant à lui pendant la période coloniale, au point que les observateurs se partagent entre tenants de « la politique des mains propres » et ceux qui privilégient la thèse de la « collusion avec les colonisateurs ». Le ministère des Affaires étrangères (MOFA) qui soutient bien évidemment la première théorie, publiait dans son rapport annuel de 1961 sa vision des relations avec l'Afrique colonisée : «... l'Afrique n'était pour le Japon rien d'autre qu'un marché d'exportation pour des produits de consommation, essentiellement des produits textiles... »<sup>9</sup>.

Cette version fut battue en brèche par des chercheurs qui se situent dans la mouvance progressiste et anticolonialiste, comme Jun Morikawa. Ainsi, le Japon se serait-il accommodé de la colonisation pour exploiter les richesses africaines et y développer ses échanges commerciaux. La réalité se situe probablement à mi-chemin, le Japon se contentant tout simplement de l'ouverture de l'Afrique au monde pour essayer d'en tirer le meilleur parti. Les flux commerciaux entre le Japon et l'Afrique après 1945 illustrent bien cette opinion : entre 1945 et 1960, la progression fut vertigineuse, passant de 21 à 217 millions de yens. Pendant cette période, l'Afrique de l'Ouest prit le pas sur l'Afrique de l'Est, ce qui s'explique par l'importance des navires battant pavillon de complaisance libérien.

Les liens développés entre le Japon et ses partenaires africains avant les indépendances sont certes relativement modestes. Ils préfigurent néanmoins ce que seront les futures relations entre l'archipel et les États indépendants d'Afrique. Au plan politique, les autorités nippones ont tendance à considérer le continent noir comme l'arrière-cour des Européens ; et à ce titre, la diplomatie japonaise a tendance à harmoniser ses positions avec celles des anciens tuteurs. Et au plan économique, les entreprises japonaises qui n'ont aucune « dette morale » vis-à-vis de l'Afrique, se sentent libres de commercer et d'investir où bon leur semble.

9. Sono (Themba), *Japan and Africa: The Evolution and Nature of Political Economic and Human Bonds, 1543-1993*, HSRC, Pretoria, 1993, p. 59.

Pendant les années qui précédèrent la vague des indépendances africaines, la politique chinoise s'est caractérisée par son activisme idéologique en Afrique, son aide aux mouvements d'émancipation en étant la principale manifestation. Dans le même temps, le Japon qui s'affranchit petit à petit de la tutelle américaine se fit plus discret et se contenta de renouer des relations commerciales que la Seconde guerre mondiale avait interrompues.

#### – Approche des pays frères versus approche des pays phares

Du début des années 1960 à la chute du mur de Berlin, les deux géants asiatiques auront une approche de l'Afrique plutôt opposée, bien qu'une certaine dose de pragmatisme demeure toujours sous-jacente.

Obsédée par son anti-soviétisme, la Chine de Mao n'en était pas à un paradoxe près. Se sentant menacée par son ancien allié, elle amorça une politique de détente avec les États-Unis, afin d'assurer sa sécurité. Son approche des « pays frères » la conduisit à relancer sa coopération avec des États africains alors en conflit avec des protégés de Moscou : Guinée Equatoriale (1970), Nigéria, Cameroun, Sierra Leone, Burundi, Rwanda, Sénégal, Soudan (1971)<sup>10</sup>. Ce rapprochement s'accompagna d'une assistance économique concentrée sur quelques États dont le Congo-Brazzaville, la Somalie, le Soudan, la Zambie et la Tanzanie. C'est ainsi qu'au titre de l'année 1970, la Chine déboursa 722,5 millions de dollars de prêts à l'Afrique, dont 400 furent consacrés au pharaonique projet de chemin de fer du TANZAM<sup>11</sup>.

L'approche japonaise de l'Afrique se situait alors aux antipodes de celle de la Chine. La diplomatie nipponne en Afrique était très discrète ; par contre, sur le plan économique, elle adopta le principe de la sélection de « pays phares ». Cette politique duale conduisit le Japon à établir des relations privilégiées avec l'Afrique du Sud et la Rhodésie blanches. Plus longue et plus étroite, la collaboration avec la RSA évolua cependant en fonction de la condamnation de l'*apartheid* par la communauté internationale<sup>12</sup>. Jusqu'au milieu des années 1970, des relations économiques, culturelles et sportives fructueuses se développèrent sans aucun complexe. Même l'interdiction des investissements directs n'avait pas affecté les relations bilatérales. Si le MOFA était plutôt favorable à une application stricte des sanctions, le MITI et le MOF (Ministère des Finances) étaient

10. Joyaux (François), *La politique extérieure de la Chine populaire*, PUF, Que Sais-je ?, 1993, pp. 41-45.

11. Arnold (Guy) et Weiss (Ruth), *Strategic Highways of Africa*, Julian Friedmann Publishers, 1977, pp. 115-128 et Aicardi de Saint-Paul (Marc), *Les transports en Afrique australe*, Afrique contemporaine, Paris, pp. 8-10.

12. Aicardi de Saint-Paul (Marc), « Le Japon, Taïwan et l'Afrique du Sud, numéro spécial Afrique – Asie », *Afrique contemporaine*, Paris, octobre 1995, pp. 42-58.

d'un avis contraire. En tout état de cause, quelles que furent les gesticulations des partisans d'une ligne dure à l'égard de l'Afrique du Sud, le Japon devint le premier partenaire commercial de l'État paria en 1987.

En même temps qu'il entretenait les relations que l'on sait avec l'Afrique du Sud blanche, le Japon cherchait à améliorer celles qui existaient avec les autres pays africains. Ce fut d'abord l'ère de l'apprentissage de l'Afrique, du début des années 1960 au choc pétrolier de 1973. Puis, la « diplomatie des ressources » s'imposa et les missions commerciales japonaises en Afrique noire se multiplièrent. Enfin, à Manille, la doctrine Fukuda révéla l'importance de l'Aide Publique au Développement (APD) en tant qu'instrument privilégié du rayonnement international du Japon.

Contrairement à la Chine qui restait prisonnière de son anti-soviétisme étroit qui lui cachait les véritables enjeux internationaux à venir, le Japon a su mener une habile politique, que certains ont pu qualifier de funambulesque, mais qui a porté ses fruits à la chute du mur de Berlin. Dès le début des années 1990, la Chine n'était influente que dans une minorité de pays africains qui lui étaient idéologiquement favorables, alors que le Japon, qui avait misé sur les deux tableaux était quasiment présent partout sur le continent, qu'il s'agisse de l'ancienne Afrique blanche ou de l'Afrique à majorité noire.

## II. – L'AFRIQUE VECTEUR D'AMBITIONS PLANÉTAIRES

Une fois libérés des contraintes que faisait peser sur eux la division de la planète en deux camps, la Chine et le Japon ont rapidement intégré le fait que la cinquantaine d'États africains représente un enjeu dans leur ambition de puissances globales.

Pourtant issus de systèmes idéologiques et économiques différents, ces deux États vont adopter des stratégies similaires envers l'Afrique, qu'il s'agisse de liens politiques et économiques ciblés, d'aide publique au développement ou de grandes manifestations sur le développement du continent.

### – Une même volonté de puissance

L'onde de choc de la chute de l'Empire soviétique aurait pu se propager jusqu'en Chine ; or il n'en a rien été. Les dirigeants chinois, qui avaient déjà réussi à éviter que les événements de la place Tien An Men (juin 1989) ne fassent tâche d'huile, ont depuis enclenché un processus économique destiné à faire de leur pays une grande puissance. À l'avenir, la Chine doit viser les attributs inhérents à son rang, à savoir : une stature internationale et une puissance économique et militaire capable de riva-



liser avec l'Amérique, l'Europe et le Japon. Dès lors, la quête de matières premières indispensables à son développement devient primordiale.

L'établissement d'un nouvel ordre politique international a sans nul doute contribué à modifier la politique étrangère de la Chine. Durant les années 1990, elle a semblé hésiter entre la vision d'un monde multipolaire et celle d'un monde unipolaire dominé par les États-Unis. Pragmatique, elle estime depuis les années 2000, que les Américains domineront la scène internationale pendant encore une ou plusieurs décennies<sup>13</sup>. La prudence inclinerait les Chinois à ne pas affronter les États-Unis inutilement, la question de la démocratie, des droits de l'Homme et de Taïwan faisant déjà l'objet de dissensions entre les deux pays. Les tentatives de la France et de l'Allemagne d'attirer la Chine dans leur croisade commune contre la guerre en Irak se sont d'ailleurs soldées par un refus poli des autorités de Pékin<sup>14</sup>. Les Chinois ayant constaté que l'amélioration des relations Est/Ouest ne s'était pas accompagnée d'un affaiblissement des contradictions entre le Nord et le Sud, en ont conclu qu'il fallait s'ouvrir encore davantage au monde en général et à l'Afrique en particulier. Les considérations étant à la fois d'ordre stratégique, diplomatique et économique. Dans le même temps, l'attitude de la Chine vis-à-vis des organisations internationales et plus précisément du système « onusien » a évolué vers une plus grande coopération<sup>15</sup>. Or la supériorité numérique des États africains est une donnée incontestable qui conforte les Chinois dans leur opération de charme envers le continent noir. C'est dans ce cadre que l'on peut d'ailleurs situer la compétition agressive engagée par Pékin et Taïpeh en Afrique<sup>16</sup>. Mais si la Chine constate que pour l'instant le monde est *de facto* unipolaire, elle n'en a pas pour autant abandonné l'objectif d'établir un nouvel ordre politique mondial, qui lui permettrait de représenter un pôle à part entière. Afin de réaliser cette ambition, la Chine a besoin de se concilier les bonnes grâces des pays africains.

Le *continent lointain*, comme l'appellent les Japonais, ne constitue pas vraiment une aire géographique privilégiée pour l'archipel. Néanmoins, l'accélération du phénomène de mondialisation, conséquence de la chute

13. Bobin (Frédéric), « Le multilatéralisme inachevé de la Chine », *Le Monde*, 26/3/2003 et Nemet (Daniel), « Pékin ne croit pas au monde multipolaire », *Le Monde*, 3/4/2003.

14. Aicardi de Saint-Paul (Marc), « Entre indifférence et impuissance », *Géopolitique africaine*, n° 11, juillet 2003, p. 28.

15. Voir : Godement (François) *La politique extérieure : pragmatisme et intérêts nationaux*, Questions Internationales, La Documentation française, n° 6, mars-avril 2004, pp. 39-49.

16. Institut d'Études sur l'Asie Occidentale et l'Afrique, Académie des Sciences Sociales de Chine, *La politique africaine de la Chine*, Pékin, 2002, p. 23.

du mur de Berlin, tend à redonner à l'Afrique une place de choix dans la politique étrangère japonaise.

Le rôle du Japon dans le monde avait déjà été affirmé dès la fin des années 1970. En effet, le gouvernement Ohira (1978-1980) s'était déjà penché sur le concept de « sécurité globale » qui reflétait une mondialisation des préoccupations japonaises. La politique globale avait ainsi pour but d'affermir les valeurs traditionnelles des Japonais sur le plan intérieur, tout en ouvrant largement le pays au monde. Mais ce sont les bouleversements géopolitiques planétaires du début des années 1990 qui ont aiguisé les appétits de puissance du Japon. Et il est un fait que le débat sur la place du Japon sur l'échiquier mondial évolue en faveur d'une plus grande prise de responsabilités de sa part. Toutefois, des hésitations se sont fait jour entre l'évocation permanente de sa politique « onusienne » et ses actions pratiques sur la scène internationale, notamment à l'occasion de la première guerre du golfe. Aujourd'hui, la contribution du Japon aux efforts de paix et de prospérité dans le reste de la planète ne s'envisage plus ni comme un « partage du fardeau », ni comme une alliance avec les États-Unis, mais comme une prise de responsabilités accrue dans les affaires du Monde<sup>17</sup>.

Une fois la bipolarité du monde devenue caduque, le Japon n'aura de cesse que de développer une ambition planétaire, dont la consécration serait l'obtention d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité de l'ONU. Dans cette stratégie planétaire, l'Afrique occupe bien évidemment une place de choix et le rôle de l'APD japonaise s'en trouve renforcé d'autant.

Cultiver l'amitié sino-africaine pour des raisons de stratégie politique n'en exclut pas pour autant un intérêt bien compris de la part de la Chine. Les Chinois se plaisent à dire que leur patrie est le plus grand pays en développement du monde (ce qui est de moins en moins exact), et que l'Afrique est le plus vaste continent en développement. La complémentarité des deux ensembles, souvent évoquée dans les discours officiels, a contribué à accroître investissements et échanges, surtout depuis 2000. Le nombre des entreprises chinoises présentes en Afrique est passé de 499 à 638 en 2003, pour des investissements qui ont cru de 660 à 925 millions de dollars<sup>18</sup>. L'Afrique est ainsi devenue la troisième destination des investisseurs chinois, après l'Asie, l'Amérique du Nord, mais avant l'Europe, avec un investissement de 1,7 milliard de dollars en 2003. Les activités qui attirent les 600 investisseurs chinois revêtent souvent un fort contenu technologique : BTP, pétrochimie, centrales électriques, transport et communi-

17. Rix (Allan), *Japan's Foreign Aid Challenge: Policy Reform and Aid Leadership*, Routledge/Nissan Institute of Japanese Studies, 1993, pp. 162-163.

18. Jifang (Zan), *Go to Africa*, Beijing Review, 24 juillet 2003, p. 45.

cation ou industrie légère, matériel électrique et textile. Pendant la même période, le commerce bilatéral a sensiblement cru, passant de 10 milliards de dollars en 2000 à 16,64 milliards entre janvier et novembre 2001. L'examen de ces chiffres fait apparaître un déséquilibre en faveur de la Chine qui exporte en Afrique deux fois et demi plus qu'elle n'importe. Elle vend des textiles, des produits alimentaires, du petit électroménager, des médicaments et du matériel de communications. Elle importe surtout des matières premières : pétrole, bois et divers minerais.

Jusqu'en 1994, le Japon a eu une politique duale dans ses rapports économiques avec l'Afrique, selon qu'il s'agissait de l'Afrique à majorité noire ou de l'Afrique « blanche ». Les chiffres officiels doivent donc être pris avec circonspection jusqu'à cette date, puisque le Japon était censé ne pas contrevenir aux embargos imposés à l'Afrique du Sud par la communauté internationale. Mais après la fin de l'*apartheid*, la RSA est demeurée le partenaire privilégié du Japon sur le continent, et elle ne semble pas lui avoir tenu rigueur de sa collaboration avec le régime minoritaire<sup>19</sup>. En ce qui concerne les investissements, les entrepreneurs nippons ont toujours fait preuve de la plus grande prudence en Afrique. En 1997, un rapport des Nations Unies sur les investissements directs japonais en Afrique expliquait la frilosité des capitaines d'industrie : « Faible population (la plupart du temps), faible revenu par tête; distance avec l'Afrique, le Japon et l'Asie de l'Est; absence de bons facteurs de qualité (main-d'œuvre qualifiée et bon marché); manque d'infrastructures de bonne qualité et de partenaires potentiels; faiblesse de l'investissement local, à la fois privé et public... »<sup>20</sup>. Les investissements directs réalisés par les Japonais en Afrique sont inférieurs à 2 % de leurs investissements dans le reste du monde et il existe de fortes disparités dans leur localisation. Encore aujourd'hui le déséquilibre entre investissements réalisés en Afrique du Sud et dans le reste du continent demeure. Même en ayant changé de régime, la RSA reste toujours plus attractive aux yeux des Japonais que le reste du continent.

### III. – DES MOYENS SIMILAIRES

Partageant les mêmes ambitions de puissance globale, la Chine et le Japon vont utiliser des moyens comparables pour mettre en œuvre leur politique. Afin d'entretenir un courant continu de relations diplomatiques

19. Aicardi de Saint-Paul (Marc), *Le Japon et l'Afrique : genèse d'une relation atypique*, op. cit., pp. 105-110.

20. Nations – Unies (ECA-UNCTAD), *Japanese Foreign Direct Investment in Africa*, Nations Unies, Genève, 1997, p. 3.

et économiques, ces deux pays ont multiplié et accéléré le nombre de visites de leurs hauts dirigeants sur le sol africain. Ils ont aussi inauguré une série de conférences internationales sur le développement de l'Afrique. Le Japon a montré l'exemple en octobre 1993 avec la TICAD (*Tokyo International Conference on African Development*). La Chine lui a emboîté le pas avec les conférences sino-africaines. Ces manifestations ont été l'occasion pour leurs initiateurs de mettre en exergue leur politique d'aide à l'Afrique.

Les Japonais ont pendant des décennies privilégié des missions économiques en Afrique (mission Kono) et beaucoup moins celles de dirigeants politiques. Toutefois, le Japon semble vouloir rééquilibrer les déplacements de ses officiels au profit des politiques ; c'est ainsi que la visite de Yoshiro Mori en Afrique du Sud, au Kenya et au Nigeria, en janvier 2001, a été la première d'un Premier ministre nippon en Afrique<sup>21</sup>. À l'occasion de ce déplacement, il avait déclaré que les deux piliers de sa politique africaine étaient l'aide et la prévention des conflits<sup>22</sup> : « Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ne connaîtra la stabilité que si les problèmes de l'Afrique sont résolus »<sup>23</sup>.

Les déplacements d'officiels chinois en Afrique sont en revanche une tradition qui remonte à l'époque où faisait rage la rivalité sino-soviétique et où il fallait chercher de nouveaux appuis<sup>24</sup>. À la quête de nouveaux soutiens diplomatiques à la suite des événements de la place Tien An Men, la Chine envoya nombre de ses dirigeants en Afrique. Plus récemment, en janvier et février 2004, le président Hu Jintao a effectué une tournée africaine en Égypte, au Gabon et en Algérie.

Afin d'entretenir un contact permanent avec leurs homologues africains, Japonais et Chinois ont eu l'idée de lancer et de pérenniser des conférences sur l'aide au développement de l'Afrique.

C'est le Japon qui en prit le premier l'initiative, avec la publication d'une « Charte de l'APD » en juin 1992, puis les conférences de la TICAD se chargèrent de donner du Japon l'image d'un pays soucieux du bien-être des plus défavorisés. La première conférence qui se déroula en septembre 1991 se conclut par l'adoption de la « Déclaration de Tokyo sur le développement de l'Afrique », texte assez vague et sans grande portée pratique, mais qui avait l'avantage de faire émerger le Japon comme

21. Pons (Philippe), « Le Japon s'intéresse à l'Afrique... et à l'ONU », *Le Monde*, 19 janvier 2001.

22. « African Aid Needs to Involve more Personnel », *Asahi Evening News*, Tokyo, 24/1/2001.

23. « Visite du Premier ministre Mori en Afrique », *À l'écoute du Japon*, UE, Bruxelles, n° 9, février-mars 2001, p. 4.

24. Visite de Chou En Lai en Afrique du 14 décembre 1963 au 4 février 1964.

une puissance globale<sup>25</sup>. La TICAD II (19-21 octobre 1998), se caractérisa par l'institutionnalisation de la relation entre le Japon et l'Afrique. Le « Plan d'action » qui y fut dévoilé contribua à apporter des réponses concrètes aux multiples questions que pose le développement du continent africain<sup>26</sup>. La troisième TICAD (29 septembre-1<sup>er</sup> octobre 2003) a contribué à pérenniser une relation indispensable pour les deux parties : le Japon en a désormais fait un axe de sa politique étrangère et l'Afrique est toujours à la recherche de nouveaux moyens de développement. S'il est vrai qu'au cours des dix dernières années le Japon a consacré 12 milliards de dollars d'APD en Afrique, il n'en demeure pas moins qu'il est passé au deuxième rang des donateurs depuis 2002, alors qu'il caracolait en tête pendant près d'une décennie<sup>27</sup>. Et l'archipel se place au quatrième rang des bailleurs de fonds en Afrique, après la France, les États-Unis et l'Allemagne. L'aide japonaise doit donc gagner en efficacité, puisque les contraintes budgétaires et l'opinion publique japonaise en limitent désormais le montant. Il n'en pas douter, la nomination de Sadako Ogata, ancienne Haut commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, à la présidence de la JICA (*Japanese International Cooperation Agency*), aura des effets positifs dans la nouvelle direction que prend la politique d'aide japonaise.

Avec sept ans de retard, la Chine emboîtait le pas au Japon dans son opération de séduction à l'égard des pays africains. Elle aussi, avait fini par comprendre que le statut de grande puissance passait par l'Afrique. Cette prise de conscience était d'ailleurs confortée par l'importance du continent noir dans sa lutte d'influence avec Taïwan. C'est donc dans ce contexte que se déroula à Pékin la première conférence du *China-Africa Cooperation Forum* (CACF) du 10 au 12 octobre 2000. Comme pour les TICAD, le but était de mobiliser le plus de chefs d'État possible et de publier à la fin de la conférence une déclaration qui ferait date ; en l'occurrence, la « Déclaration de Pékin et le Programme pour la Coopération sino-africaine dans le développement économique et social ». Afin de conforter son image de grand frère ami de l'Afrique, la Chine en profita pour annuler une partie de la dette des pays africains à hauteur de 10 milliards de dollars. Trois ans plus tard, c'est à Addis Abeba que s'est tenu le second forum sino-africain. Cette deuxième édition s'est fixé comme objectif de consolider et de développer l'amitié entre les deux parties. À cette occasion, le Premier ministre chinois

25. Aicardi de Saint-Paul (Marc), « La TICAD et la déclaration de Tokyo », *Marchés tropicaux et méditerranéens*, n° 2503, 29/10/1993, pp. 2624-2625.

26. Aicardi de Saint-Paul (Marc), « La TICAD II, 19-21 octobre 1998 », *Marchés tropicaux*, n° 2767, 20 novembre 1998, pp. 2415-2416.

27. *Le Japon s'applique à aligner ses politiques et l'organisation de ses ressources sur sa nouvelle conception de l'aide*, OCDE, 15/12/2003.

Wen Jiabao a présenté les quatre principes qui guideront dorénavant la coopération bilatérale<sup>28</sup>.

Pourtant très anciennes, les relations bilatérales ont connu des évolutions diverses. Si, à leurs débuts, il s'agissait surtout de migrations forcées d'Africains effectuées au fond des cales des navigateurs arabes et européens, par la suite, ce sont plutôt les Asiatiques qui se sont intéressés au continent noir. L'accélération de l'histoire, des moyens de transport et du progrès technique, vont donner un nouvel élan au rapprochement entre les deux parties.

Bien qu'opposés au plan idéologique, la Chine et le Japon se sont aperçu que l'Afrique était devenue un élément essentiel de leur stratégie de « puissance globale ». Pour mériter le titre de grande puissance, une économie prospère et puissante est indispensable : l'Afrique constitue un réservoir de matières premières qui font souvent défaut à la Chine et au Japon ; il faut un rayonnement diplomatique le plus large possible de manière à pouvoir compter sur des alliés dans les instances internationales : l'Afrique compte plus de cinquante États représentés aux Nations Unies ; enfin, depuis plus d'une décennie, un État ne peut prétendre jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale s'il ne semble pas se préoccuper du sort des défavorisés de la planète ; et l'Afrique est notoirement le continent qui a le plus besoin d'aide.

Il se fait donc, en l'état actuel des choses, qu'une conjonction de facteurs militent en faveur d'une plus grande coopération entre les deux puissances asiatiques et l'Afrique. Cependant aucun pouvoir démocratique ne pouvant longtemps ignorer son opinion publique sous peine de se faire sanctionner par les urnes, le Japon, qui a déjà diminué son aide depuis quelques années pourrait être tenté de poursuivre cette tendance, même si cela avait des répercussions négatives sur ses rêves de grandeur. Quant à la Chine, qui n'est pas soumise à ce type de pression de l'électorat, elle pourrait changer de cap si elle estimait, comme elle l'a déjà fait dans le passé, que l'Afrique ne sert plus ses ambitions. Et contrairement au Japon, le fait d'être un État autoritaire rendrait un tel revirement beaucoup plus facile et rapide. L'Afrique qui fonde beaucoup d'espoirs sur les deux géants asiatiques pour se développer, serait bien inspirée de tenir compte de la fragilité de ces relations, dans la mesure où la Chine et le Japon n'ont aucune « dette morale » envers des pays qu'ils n'ont jamais colonisés.

28. La Chine s'engage à promouvoir : les liens traditionnels d'amitié avec l'Afrique par un soutien mutuel ; la démocratisation des relations internationales par une consultation intensifiée (la Chine appuie le multilatéralisme prôné par l'Afrique) ; à relever le pari de la mondialisation par une harmonisation des positions et à augmenter son aide aux pays africains.